

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'inflation et l'augmentation rapide des taux d'intérêt ont freiné la croissance de l'économie au cours des derniers mois. Ainsi, l'activité économique au Québec devrait ralentir, passant de 2,8 % en 2022 à 0,6 % en 2023.

Au Canada, la hausse du PIB réel devrait se situer à 0,8 % en 2023, alors qu'elle avait été de 3,4 % en 2022.

L'année 2023 représentera une période de transition. Les efforts pour maintenir l'inflation à un niveau stable et prévisible permettront de rétablir un contexte propice à une croissance durable en 2023 et en 2024, année où la hausse du PIB réel devrait se situer à 1,4 % au Québec.

Après une création moyenne de 129 700 emplois en 2022 (+3,0 %), 63 200 nouveaux emplois (+1,4 %) sont attendus en 2023.

De son côté, le taux de chômage devrait grimper temporairement à 4,6 % en moyenne en 2023, demeurant tout de même près du creux annuel de 4,3 % enregistré en 2022.

LA SITUATION BUDGÉTAIRE AU QUÉBEC

Conformément à la Loi sur l'équilibre budgétaire, le gouvernement éliminera le déficit d'ici cinq ans. Ainsi, le déficit de 5,0 milliards de dollars prévu en 2022-2023 sera graduellement réduit de 1 milliard de dollars par année. Le cadre financier prévoit une provision pour éventualités totalisant 6,5 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de dollars en 2023-2024, 1,0 milliard de dollars en 2024-2025 et en 2025-2026, puis 1,5 milliard de dollars en 2026-2027 et en 2027-2028.

Les revenus atteignent 147,7 milliards de dollars en 2023-2024, avec une croissance de 1,8 %. Celle-ci augmentera à 2,8 % en 2024-2025. Les dépenses s'élèvent à 147,9 milliards de dollars en 2023-2024, avec une croissance de 0,7 %. Celle-ci sera de 2,4 % en 2024-2025.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2022-2023 À 2027-2028

(en millions de dollars)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TCAM ⁽¹⁾
Revenus autonomes	115 873	117 989	122 055	126 045	130 874	134 375	
Variation en %	5,7	1,8	3,4	3,3	3,8	2,7	3,0
Transferts fédéraux	29 226	29 742	29 741	30 908	32 011	33 197	
Variation en %	0,1	1,8	0,0	3,9	3,6	3,7	2,6
Total des revenus	145 099	147 731	151 796	156 953	162 885	167 572	
Variation en %	4,5	1,8	2,8	3,4	3,8	2,9	2,9
Dépenses de portefeuilles	-136 716	-138 392	-141 468	-145 445	-149 138	-152 095	
Variation en % ⁽²⁾	7,4	1,2	2,2	2,8	2,5	2,0	2,2
Service de la dette	-10 053	-9 464	-9 925	-9 964	-10 516	-11 135	
Variation en %	16,4	-5,9	4,9	0,4	5,5	5,9	2,1
Total des dépenses	-146 769	-147 856	-151 393	-155 409	-159 654	-163 230	
Variation en % ⁽²⁾	7,9	0,7	2,4	2,7	2,7	2,2	2,1 ⁽³⁾
Provision pour éventualités	—	-1 500	-1 000	-1 000	-1 500	-1 500	
SURPLUS (DÉFICIT)	-1 670	-1 625	-597	544	1 731	2 842	
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE							
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 351	-2 373	-2 387	-2 524	-2 707	-2 833	
SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION	-5 021	-3 998	-2 984	-1 980	-976	9	
Utilisation de la réserve de stabilisation	449	—	—	—	—	—	
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	-4 572	-3 998	-2 984	-1 980	-976	9	

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Il s'agit du taux de croissance annuel moyen, qui correspond à la moyenne géométrique sur cinq ans, soit de 2023-2024 à 2027-2028.

(2) En 2023-2024, si l'on exclut l'effet des mesures de soutien et de relance mises en œuvre pour lutter contre la COVID-19, la croissance des dépenses de portefeuilles est de 5,1 % et celle des dépenses totales est de 4,3 %.

(3) Si l'on exclut l'effet des mesures de soutien et de relance mises en œuvre pour lutter contre la COVID-19, la croissance annuelle des dépenses est de 2,9 % en moyenne.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2023, le ratio de la dette brute au PIB s'établira à 40,2 %, ce qui est en deçà de l'objectif de 45 % établi dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations. Il s'agit également d'un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie, soit 43,5 % du PIB au 31 mars 2020. Quant à la dette nette, un nouvel objectif est établi, soit celui de la réduire à 30 % du PIB d'ici 2037-2038. Elle s'établira à 37,4 % du PIB au 31 mars 2023.

Le gouvernement continuera à effectuer des versements au Fonds des générations. Ils s'élèveront à 2,4 milliards de dollars en 2023-2024 et augmenteront graduellement pour atteindre 2,8 milliards de dollars en 2027-2028.

LE FINANCEMENT

Pour l'année 2022-2023, le programme de financement se situe à 24,2 milliards de dollars, soit 3,5 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget de mars 2022. Le programme sera de 29,5 milliards de dollars en 2023-2024. Pour les quatre années suivantes, soit de 2024-2025 à 2027-2028, il s'établira en moyenne à 26,4 milliards de dollars par année.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2022-2023 À 2027-2028

(en millions de dollars)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Besoins financiers nets	12 703	18 647	15 671	14 899	14 101	15 227
Remboursements d'emprunts	19 006	13 396	16 477	16 630	13 666	12 915
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-7 147	—	—	—	—	—
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	—	-2 500	-2 500	—	—	—
Retraits du Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	-1 000	-2 500	-3 500	-4 500
Retrait du Fonds des congés de maladie accumulés	-155	—	—	—	—	—
Variation de l'encaisse	713	—	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽¹⁾	1 047	—	—	—	—	—
Augmentation de l'encours des bons du Trésor du Québec	-2 000	—	—	—	—	—
TOTAL	24 167⁽²⁾	29 543	28 648	29 029	24 267	23 642

Note : Un montant négatif indique une source de financement, alors qu'un montant positif représente un besoin de financement.

(1) La politique de crédit permet de limiter le risque lié aux différents contreparties. Dans le cadre de cette politique, le gouvernement encaisse ou débourse des sommes qui fluctuent selon la valeur marchande des contrats. Les sommes ayant fait l'objet de transactions n'ont pas d'effet sur la dette.

(2) Il s'agit des emprunts réalisés au 1^{er} mars 2023.

Alors que la moyenne des 10 dernières années s'établit à 27 %, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant, en 2022-2023, 19 % de ses emprunts sur les marchés étrangers :

- 2,25 milliards d'euros (3 241 millions de dollars canadiens);
- 750 millions de livres sterling (1 189 millions de dollars canadiens);
- 60 millions de dollars australiens (56 millions de dollars canadiens).

En 2022-2023, le Québec a réalisé deux émissions d'obligations vertes totalisant 1,8 milliard de dollars canadiens.

Depuis le lancement du programme en 2017, 5,1 milliards de dollars canadiens d'obligations vertes ont été émises.

À ce jour, environ 90 % des emprunts réalisés en 2022-2023 avaient une échéance de 10 ans ou plus.

Au 31 mars 2022, l'échéance moyenne de la dette s'établissait à 11 ans.

COTES DE CRÉDIT

La cote de crédit du Québec est évaluée par six agences de notation. En juillet 2022, l'agence de notation Japan Credit Rating Agency (JCR) a augmenté la cote de crédit du Québec de AA+ à AAA, soit la meilleure cote possible. Les cinq autres agences qui notent le Québec ont par ailleurs confirmé sa cote de crédit avec perspective stable.

COTES DE CRÉDIT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable
Moody's	Aa2	Stable
Fitch Ratings	AA-	Stable
DBRS Morningstar	AA (low)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AAA	Stable
China Chengxin International (CCXI) ⁽¹⁾	AAA	Stable

Note : Il s'agit des cotes de crédit du Québec au 1^{er} mars 2023.

(1) Il s'agit de la cote de crédit pour l'émission d'obligations sur le marché chinois.

